

SEANCES DU VENDREDI 18 JUILLET 1980
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 18 JULI 1980

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:**CONGES:**

Page 2190.

RAPPEL AU REGLEMENT:*Orateurs:* M. Bonmariage, M. le Président, p. 2190.**PROJET DE LOI (Discussion):**

Projet de loi spéciale de réformes institutionnelles.

Discussion générale. — *Orateurs:* Mme Pétry, rapporteur, MM. André, rapporteur, Bertrand, Van der Elst, Hoyaux, De Bondt, p. 2190.**INHOUDSOPGAVE:****VERLOF:**

Bladzijde 2190.

BEROEP OP HET REGLEMENT:*Sprekers:* de heer Bonmariage, de Voorzitter, blz. 2190.**ONTWERP VAN WET (Bespreking):**

Ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Algemene bespreking. — *Sprekers:* Mevr. Pétry, rapporteur, de heren André, rapporteur, Bertrand, Van der Elst, Hoyaux, De Bondt, blz. 2190.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. R. Gillet et Mesotten, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren R. Gillet en Mesotten, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 05 m.

De vergadering wordt geopend te 10 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

Demandent un congé pour raison de santé: Mme D'Hondt-Van Openbosch, MM. Nauwelaerts, De Graeve, Henrion, jusqu'au 22 juillet; Paulus, jusqu'au 29 juillet.

Vragen verlof wegens gezondheidsredenen: Mevr. D'Hondt-Van Openbosch, de heren Nauwelaerts, De Graeve, Henrion, tot 22 juli; Paulus tot 29 juli.

Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

Mmes Goor-Eyben, Staels-Dompas, Mayence-Goossens, en mission à l'étranger; M. Houben, en raison de devoirs administratifs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhinderd: Mevr. Goor-Eyben, Staels-Dompas, Mayence-Goossens, met opdracht in het buitenland; de heer Houben, wegens ambtsplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

RAPPEL AU REGLEMENT
BEROEP OP HET REGLEMENT

M. le Président. — La parole est à M. Bonmariage qui l'a demandée pour un rappel au règlement.

M. Bonmariage. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, mes chers collègues, hier, notre président a mis aux voix l'ordre du jour de nos travaux dans les termes suivants: « Nous votons sur la question de savoir si l'ordre du jour est maintenu tel qu'il a été fixé la semaine dernière. »

Pour ma part, j'ai voté « oui ». En effet, que nous proposait la semaine dernière, notre président? « Si la commission de la Réforme des Institutions dépose, en temps opportun, le rapport sur le projet, nous nous réunirons vendredi, samedi et dimanche, chaque fois de 10 à 22 heures. Il va de soi que nous respecterons le délai de 48 heures entre la distribution du rapport et la discussion en séance publique. » Et le président ajoutait, ce qui est encore beaucoup plus important: « Si le rapport est distribué mercredi soir, nous n'entamerons que samedi matin la discussion du projet 434. »

Or, le rapport a bel et bien été distribué mercredi soir, du moins à certains membres, et aux autres, jeudi matin.

Je pense donc que, aussi bien la semaine dernière qu'hier, nous avions décidé de nous réunir samedi matin. Je demande en conséquence qu'on ajourne les débats aujourd'hui pour les entamer demain matin. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW et de la Volksunie.*)

De Voorzitter. — Dat is precies dezelfde discussie als die waarover wij gisteren beraadslaagd hebben.

Het heeft werkelijk geen zin tweemaal helemaal dezelfde argumenten in te roepen en tweemaal een zelfde beslissing opnieuw te berde te brengen.

Wij zullen dus onze agenda aanvatten.

PROJET DE LOI SPECIALE DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

Discussion générale

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET TOT HERVORMING DER INSTELLINGEN

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à Mme Pétry, rapporteur.

Mme Pétry, rapporteur. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, M. André et moi-même, nous nous partageons une présentation rapide des travaux de votre commission de la Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions. Celle-ci

a été saisie, le 27 mai 1980, du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles, connu maintenant sous le n° 434.

Elle a tenu quarante-trois séances de travail, parfois les samedis et dimanches et souvent jusqu'à des heures très tardives.

Le caractère intense de ce travail a fait l'objet de commentaires en sens divers.

D'aucuns ont estimé que le rythme adopté était trop rapide; d'autre part, un certain nombre de membres ont fait valoir que le très grand nombre d'amendements déposés rendait inévitable la méthode de travail utilisée. Mon rôle n'est pas d'entrer dans cette polémique, mais je crois pouvoir dire que tous les commissaires ont reconnu à nos débats un caractère positif.

La lecture du rapport prouvera d'ailleurs que certains amendements déposés par des membres de l'opposition ont été jugés constructifs par les commissaires et par le gouvernement et adoptés par la commission.

Le travail de vos rapporteurs, M. André et moi-même, ne fut certes pas aisé. Je me réjouis de pouvoir dire que les rapporteurs ont vraiment travaillé en équipe. Ce travail difficile a pu être réalisé dans les délais prévus, grâce à l'aide que nous ont apportée les services du Sénat dont le dévouement, je tiens à le souligner, a été sans faille et je veux encore les en remercier publiquement.

Notre assemblée, souvenez-vous, a eu à connaître, il n'y a guère, d'un autre projet de réformes des institutions, le projet 261, qu'elle avait d'ailleurs adopté dans la quasi-totalité de ses dispositions.

Je tiens à souligner que le projet 434 reprend, pour une bonne part, le contenu du projet 261.

Je souhaite donc me limiter à attirer votre attention sur quelques éléments principaux du projet 434 qui le distinguent du projet 261.

Premier élément: le projet ne procède à l'application de l'article 107^{quater} de la Constitution que pour deux régions: la région wallonne et la région flamande.

En ce qui concerne la région de Bruxelles, le projet ne pose aucun préalable au règlement ultérieur des problèmes inhérents à cette région.

Comme l'a souligné le Conseil d'Etat, il n'y a pas là matière à critique constitutionnelle dans la mesure où l'application de l'article 107^{quater} à la région bruxelloise est réalisée dans un délai raisonnable. A cet égard, le gouvernement a clairement réaffirmé sa volonté d'entamer, dès l'automne, les négociations qui doivent conduire au règlement de l'ensemble des problèmes de la région de Bruxelles, au nombre desquels figure, bien entendu, l'application de l'article 107^{quater} à cette région.

Deuxième élément: le projet attribue également aux communautés le pouvoir de traiter les matières personnalisables, disposition qui était absente du projet 261 tel que notre assemblée l'avait examiné en mars dernier.

A ce propos, je rappelle que cette attribution a été rendue possible par l'adoption de l'article 59^{bis}, paragraphe 2^{bis} nouveau.

Je rappelle également qu'une disposition inscrite dans le paragraphe 4^{bis} nouveau du même article permet, à l'avenir, d'adopter éventuellement une solution différente pour la région bruxelloise quant à l'application des décrets portant sur ces matières.

Troisième élément: dans le projet 434, il a été tenu compte du souhait exprimé par la communauté flamande et par certaines composantes de la communauté française que les matières communautaires et régionales puissent être traitées par un seul conseil et un seul exécutif.

Afin de rencontrer les critiques de constitutionnalité émises à ce propos, votre commission a modifié les textes proposés par le gouvernement. De telle sorte que l'exercice des compétences de la région puisse être confiée au conseil et à l'exécutif de la communauté. En ce qui concerne la communauté flamande, cette situation devient réalité dès le vote du projet. Quant à la communauté française, cette possibilité est subordonnée à un vote positif émis dans chacun des deux conseils à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Quatrième élément: l'autonomie des exécutifs, régional et communautaire. Cette autonomie est non seulement confirmée, mais garantie par des dispositions qui prévoient leur désignation par les assemblées en leur sein, à dater d'un moment précis.

Quel moment? Soit au dépôt d'un projet de loi réglant le problème de Bruxelles; soit à partir du 1^{er} janvier 1982, au moment où les administrations auront été transférées et les parastataux concernés restructurés; soit, enfin, et de toute façon, à partir du renouvellement intégral des Chambres qui suivra l'entrée en vigueur de la loi.

Ainsi donc les régions et les communautés seront dotées d'un élément essentiel à leur autonomie: un pouvoir exécutif propre, responsable entièrement et uniquement devant leur assemblée.

Cinquième élément : le projet qui vous est soumis contient un autre élément nouveau et essentiel qui consiste en une équipollence totale des normes adoptées par les trois pouvoirs : le pouvoir national, le pouvoir communautaire et le pouvoir régional.

En effet, si, d'une part, le texte initial du projet 261 donnait à la norme régionale la même force qu'un arrêté pris en application d'une loi de pouvoirs spéciaux, si, d'autre part, le texte du projet 261, c'est-à-dire la deuxième mouture, prévoyait la possibilité pour la loi d'abroger ces normes, désormais, par ce projet 434, les règles adoptées par les conseils wallon ou flamand dans les matières régionales seront des décrets ayant force de loi.

J'attire particulièrement votre attention sur cette modification concrétisée par l'article 26bis nouveau de la Constitution, parce qu'elle me paraît être l'élément fondamental du pouvoir régional.

Mais ce ne serait pas un véritable pouvoir législatif si le décret ne pouvait porter des dispositions qui sortent du champ d'action direct des conseils lorsque de telles dispositions se révèlent indispensables.

Je veux parler ici des pouvoirs implicites, dont l'importance est évidente aux yeux de tous : ne pas les reconnaître aux régions et communautés reviendrait à vider la réforme de sa substance.

Que serait, en effet, une compétence en matière d'aménagement du territoire qui ne permettrait pas d'imposer des servitudes d'utilité publique ou une compétence en matière de protection des monuments et sites qui ne permettrait pas de sanction ?

Votre commission a été particulièrement consciente de ce problème puisque, à l'initiative d'un de ses membres les plus éminents, elle a étendu ces pouvoirs à l'ensemble des domaines du droit, suivant en cela un avis émis par le Conseil d'Etat sur le projet 461.

Bien entendu, tant l'équipollence intégrale des normes que l'existence des pouvoirs implicites font apparaître la nécessité de pourvoir au règlement des conflits de compétence. Ce règlement doit être confié à une juridiction statuant en droit. La proposition d'article 107ter nouveau de la Constitution, adoptée par la commission de Révision de la Constitution de la Chambre et qui nous sera bientôt soumise, prévoit la création de cette juridiction. Il est essentiel d'y pourvoir dans les délais les plus brefs.

Monsieur le Président, je dirai pour conclure que ce projet de régionalisation, qui n'est pas le premier sans doute dont le Parlement a été saisi, ne contient pas tout ce que les uns et les autres auraient souhaité y trouver. Mais, il crée des pouvoirs régionaux autonomes ; il crée des exécutifs régionaux issus des assemblées et responsables devant elles ; il dote les régions wallonne et flamande de compétences exclusives ; il donne à ces régions un véritable pouvoir législatif.

Enfin et surtout, ce projet met en place une régionalisation long-temps attendue et dont le caractère irréversible est garanti par la majorité spéciale nécessaire pour son adoption. L'outil est là, il faut s'en servir. Mais les institutions ne valent que par ceux qui les animent.

Parlant à titre personnel, je tiens à exprimer l'espoir que les mandataires de la région wallonne — tous les mandataires — ne se déroberont pas devant leurs responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. André, rapporteur.

M. André, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne répéterai pas ce que Mme Pétry a dit en son nom et au mien en ce qui concerne les travaux mêmes de la commission. Je me bornerai à mettre à mon tour l'accent sur un certain nombre de problèmes qui ont retenu particulièrement l'attention des commissaires. Ce n'est pas un hasard, si parmi ceux que j'évoquerai, trois ont déjà été traités par Mme Pétry ; ils sont, en effet, essentiels. Je ne les traiterai pas de manière contradictoire, mais sous un éclairage différent.

Je parlerai des matières personnalisables, des pouvoirs implicites, de l'équipollence des normes ; enfin je m'arrêterai un moment à la composition des conseils.

Les matières personnalisables ont constitué l'un des points forts de la discussion en commission. Celle-ci a fait apparaître un certain nombre de difficultés quant au contenu de ces matières et à leur application, plus particulièrement à Bruxelles.

L'article 5 du projet énumérant ces matières personnalisables a fait l'objet d'un amendement fondamental de la part du gouvernement. En même temps, l'article 4, détaillant, quant à lui, les matières culturelles, a été remanié et complété en manière telle que certaines matières, comme la promotion sociale ou la reconversion et le recyclage professionnels — à l'exception de certaines règles relatives à l'intervention dans les dépenses inhérentes à la sélection et à la formation professionnelle — ont été regroupées avec les matières proposées comme culturelles, dans un souci de cohérence.

Cette réécriture de l'article 5 a le mérite de mieux ordonner et sérier les matières en cause et de faire mieux cadrer leur énoncé avec les références et précisions apportées dans l'exposé des motifs du projet.

La nouvelle formulation de cet article 5 prévoit en outre que les exécutifs de communauté informent l'autorité nationale compétente de leurs décisions en matière d'agrégation, de fermeture et d'investissements concernant les matières visées au paragraphe 1^{er}, I, 1^o, de ce même article, c'est-à-dire en matière d'agrégation et d'investissements dans le domaine de la construction et de l'appareillage médical lourd.

Cet ajout vise à permettre à l'autorité nationale de contrôler le respect des normes qu'elle a elle-même définies et de recourir éventuellement à la procédure de règlement des conflits d'intérêt qu'organise le projet de loi ordinaire discuté actuellement dans l'autre Chambre. On tend ainsi à répondre à une préoccupation exprimée au sein de la commission et selon laquelle les communautés pourraient ne pas appliquer les normes d'agrégation définies au niveau du pouvoir national. Elles pourraient prendre en charge le coût d'investissements hospitaliers ou d'autres dont la collectivité nationale devrait payer les frais de fonctionnement, qui sont les plus importants dans le temps.

On doit encore relever dans le cadre du nouvel article 5, tel que la commission l'a adopté, un paragraphe prévoyant un organe de concertation de la politique de la santé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ; cet organe regrouperait les représentants des exécutifs de communauté et de l'autorité nationale compétente. Ce texte vise incontestablement à rencontrer un ensemble de questions, voire d'objections, non négligeables, qui ont été formulées au sujet de l'application de matières personnalisables à Bruxelles. Ces objections portaient notamment sur la crainte d'une concurrence malsaine et d'une incohérence entre des programmations autonomes, avec ce que cela pourrait impliquer de suréquipement, d'excès de dépenses et aussi de discrimination financière entre les habitants de cette région.

Le texte introduit par le gouvernement rencontre donc deux types de préoccupations, sans qu'on puisse prétendre que toutes les questions évoquées dans le cadre de celles-ci aient reçu, aux yeux de leurs auteurs, des réponses qui leur paraissent complètes et satisfaisantes.

D'autres problèmes ont encore été soulevés dans la discussion de l'application de ces matières. Plus particulièrement, celui des institutions relevant des matières personnalisables, qui sont situées sur le territoire de l'autre communauté ou qui fonctionnent dans les communes à facilités de la périphérie bruxelloise, pour lesquelles la nécessité d'une clause de sauvegarde ou de maintien des situations existantes a été soulignée.

A cet égard, le Premier ministre a fait état d'une disposition à insérer dans le projet actuel, disposition dont le texte a été élaboré par le gouvernement et soumis pour avis au Conseil d'Etat. Le texte dont le gouvernement doit saisir le Sénat devrait désigner nommément un certain nombre d'institutions auxquelles cette « clause de sauvegarde » s'appliquerait.

J'en visn aux pouvoirs implicites, dont Mme Pétry, elle aussi, nous a parlé.

La discussion en commission à propos des compétences des communautés et des régions s'est plus particulièrement intéressée au problème assurément délicat et complexe des « pouvoirs implicites ». Cette problématique n'est évidemment pas nouvelle et tant les travaux de la commission spéciale de la Chambre en 1978, lors de l'examen par celle-ci du projet de loi 461, que les travaux de notre commission lors de l'examen du projet de loi 261 lui ont accordé une attention toute particulière.

Dans la ligne des réflexions qui ont été faites, le gouvernement a entendu préciser à nouveau la portée de la disposition relative à ces pouvoirs, en l'occurrence l'article 10 du projet, lequel a d'ailleurs été amendé à la demande du gouvernement et dispose désormais que « les décrets peuvent porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les conseils ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont indispensables à l'exercice de leur compétence ».

Le gouvernement a notamment rappelé qu'il n'est pas porté atteinte à la compétence générale du législateur en matière de droit administratif, civil et pénal et que les conseils ne peuvent intervenir en ces matières que pour autant que cela soit indispensable à l'exercice de leurs compétences propres.

Le caractère subsidiaire de la compétence attribuée aux conseils est donc indiscutable et le texte nouveau de l'article 10 traduit bien, et de manière positive, cette interprétation. Celle-ci postule, par exemple, qu'une modification au droit civil ne pourra jamais être le but premier d'un décret, mais devra résulter de la mise en œuvre de cette compétence supplétive.

Mais cela n'empêche pas que cet article constitue un élément essentiel de la réforme, compte tenu de l'économie même des projets de réformes en cause. L'absence d'une telle disposition priverait, en effet, les décrets de leur efficacité et appellerait en conséquence une intervention complémentaire du législateur national. Pareille intervention serait une forme de tutelle sur les conseils incompatible avec la philosophie même du pouvoir normatif octroyé aux communautés et aux régions.

Il reste que les conseils apprécieront eux-mêmes le caractère indispensable des dispositions qu'ils seront ainsi amenés à prendre. Mais l'exercice de ces *implied powers* est soumis à un double contrôle de légalité: d'une part, l'intervention de la section de législation du Conseil d'Etat et, le cas échéant, le comité de concertation, à titre préventif, intervention que le projet de loi ordinaire doit organiser à cet égard, l'accent a été mis, plus spécialement par le Premier ministre, sur le rôle déterminant des mécanismes de prévention des conflits qui doivent contribuer à un exercice correct de ces pouvoirs implicites: d'autre part, l'intervention, à posteriori cette fois, de la Cour d'arbitrage qui devrait, à son niveau, juger d'un excès de compétence lié à un exercice abusif de ces pouvoirs. Ceci devra toutefois être bien précisé dans le cadre de l'examen des textes qui organiseront cette cour sous l'angle de ses compétences et de la nature du contrôle qu'elle sera amenée à exercer, ce contrôle étant de légalité et non d'opportunité, bien que la frontière entre l'un et l'autre puisse paraître, en certains cas, délicate à tracer.

Le problème des pouvoirs implicites a par ailleurs été abordé, de manière concrète si on peut dire, à propos de l'examen de l'une ou l'autre matière octroyée à la compétence des communautés et des régions.

Ainsi en a-t-il été à propos de la politique foncière qui est de la compétence des régions et au sujet de laquelle le gouvernement a estimé que le droit de préemption était une matière qui s'apparente à l'expropriation et qu'il devait donc être soumis aux mêmes restrictions. Ce qui signifie que le départage entre le pouvoir national et le pouvoir régional doit se faire, en cette matière, par analogie avec ce qui est prévu dans le projet concernant l'expropriation qui doit toujours se faire dans le respect des procédures judiciaires fixées par la loi et dans le respect du principe de la juste et préalable indemnité fixé par l'article 11 de la Constitution.

Ainsi également, à propos de la politique familiale, en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants. A cet égard, le Premier ministre, en réponse à certaines appréhensions et interprétations divergentes, a réaffirmé, dans la ligne de ce qui a été dit plus haut, qu'il était clair qu'on ne pouvait, à travers une telle compétence, modifier au niveau communautaire, des matières qui doivent rester réglées par le droit civil telles que l'adoption ou la filiation, matières qui sont de la compétence du législateur national.

D'autres matières pourraient être encore citées: telles la protection de la jeunesse, l'aide sociale pénitentiaire, etc., où le problème des pouvoirs implicites transparaît indéniablement. Ce problème, auquel il faudra de toute évidence rester très attentif au cours des mois à venir, à tout intérêt à être éclairé et rencontré dans toutes ses implications. C'est en ce sens que le Premier ministre a d'ailleurs annoncé, pour notre séance publique, une déclaration très explicite en ce qui concerne ces pouvoirs implicites et ce qu'ils signifient, pour le droit civil, pénal et administratif plus particulièrement.

J'en viens au troisième point qui concerne l'équipollence des normes. Mme Pétry l'a rappelé il y a un instant. L'article 26bis de la Constitution, que les deux Chambres ont adopté très récemment, dispose d'une part que «des lois prises en exécution de l'article 107quater déterminent la force juridique des règles que les organes qu'elles créent prennent dans les matières qu'elles déterminent. Elles peuvent conférer à ces organes le pouvoir de prendre des décrets ayant force de loi dans le ressort et selon le mode qu'elles déterminent».

L'article 59bis, paragraphes 4 et 4bis, dans sa version actuelle, dispose, d'autre part, que les décrets pris en application des paragraphes 2, concernant les matières culturelles, l'enseignement, la coopération entre communautés et la coopération culturelle internationale, paragraphe 2bis, relatif aux matières personnalisables, à la coopération entre les communautés et à la coopération internationale en ces matières et paragraphe 3, concernant l'emploi des langues, ont force de loi dans les ressorts territoriaux et à l'égard des institutions déterminés par ce même article 59bis.

Sur la base de ces deux dispositions constitutionnelles, l'article 18 du projet de loi, après avoir précisé au paragraphe 1^{er} que les conseils de communauté et de région règlent, sans préjudice des compétences que la Constitution réserve ou réservera à la loi, établit ce qu'on a appelé l'équipollence entre la loi et le décret pris par les conseils dans les matières visées à l'article 59bis et 107quater de la Constitution. Il dispose explicitement que «le décret a force de loi et peut abroger,

compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur».

Le pouvoir normatif des communautés — déjà en vigueur depuis la révision de 1970 en ce qui concerne les communautés culturelles — et des régions wallonne et flamande est ainsi consacré de manière formelle.

Il y a donc bien équipollence, c'est-à-dire valeur normative égale entre loi nationale et décret, que ce décret émane d'un conseil de communauté ou d'un conseil de région.

A cet égard, un amendement du gouvernement, à la suite des observations du Conseil d'Etat, a complété opportunément l'article 19, paragraphe 1^{er}, en disposant que «les décrets du conseil flamand et du conseil visé à l'article 1^{er}, paragraphe 4, soit le conseil unique résultant d'une décision éventuelle du conseil de communauté française et du conseil régional wallon, mentionnent s'ils règlent des matières visées à l'article 59bis de la Constitution ou à l'article 107quater de la Constitution».

Le pouvoir décretaal est ainsi reconnu aux conseils des communautés et des régions wallonne et flamande sur base d'égalité avec le pouvoir législatif qu'exerce le Parlement national.

En conséquence, les décrets sont placés sur le même plan que les lois et se trouvent donc placés dans un même rapport hiérarchique à l'égard de la Constitution. Il va de soi que les conseils des communautés et des régions, comme le Parlement national, ne se voient pas attribuer le droit d'enfreindre la Constitution et notamment les dispositions fondamentales de celle-ci relative aux libertés publiques et individuelles.

Mais — et le gouvernement a clairement exprimé sa position à ce sujet —, s'il va de soi que la Constitution tout comme les normes internationales doivent en tous cas être respectées, il revient aux conseils comme au Parlement de veiller eux-mêmes à ce respect.

L'accord de gouvernement a voulu une cour d'arbitrage qui ne soit pas une cour constitutionnelle, dotée d'un pouvoir général de contrôle de la constitutionnalité des lois et des décrets. La Cour d'arbitrage devra dès lors se limiter au contrôle de la conformité des lois et des décrets à la Constitution exclusivement par rapport aux dispositions relatives aux seuls règlement et partage des compétences. Il s'agit là d'un contrôle strictement défini de constitutionnalité qui laisse au pouvoir législatif national, communautaire et régional le soin d'apprécier si les normes édictées sont en accord avec les dispositions constitutionnelles qui fondent notre Etat de droit. On veut croire que l'ensemble des pouvoirs concernés auront le souci de respecter ces dispositions constitutionnelles et d'éviter aussi toute atteinte à notre Charte fondamentale dont cent cinquante ans d'histoire ont démontré l'actualité et l'efficacité permanentes quant à la garantie des droits et libertés fondamentales dans notre pays.

L'insistance a d'ailleurs été mise, à de multiples reprises, sur l'importance des mécanismes préventifs des conflits de compétence, qui fonctionnent depuis plusieurs années au niveau de l'autonomie culturelle, mécanismes qui doivent permettre d'éviter largement la mise en cause des principes de base de la Constitution, en particulier l'égalité des Belges devant la loi, la non-discrimination et la protection des libertés consacrées par le titre II de la Constitution.

Ces mêmes mécanismes de prévention résultent d'ailleurs de cette volonté — qui trouve sa traduction dans la Constitution — de mettre sur un pied d'égalité les normes tant du Parlement national que des communautés et des régions, dans la mesure où le premier niveau de compétences dans la Belgique des communautés et des régions est constitué désormais de trois pouvoirs aux compétences propres: l'Etat central, les communautés — sans oublier, demain, la communauté germanophone — et les deux régions wallonne et flamande, sans préjuger du sort futur qui sera fait, dans le cadre d'un règlement global, à Bruxelles, dans notre Etat ainsi restructuré.

Pour en terminer, je voudrais dire quelques mots de la composition des conseils qui a très normalement retenu l'attention de la commission dans la mesure où cette composition apparaît liée, à terme, à une éventuelle révision des articles 53 et 54 de la Constitution relative à la composition du Sénat, comme y fait allusion l'article 29 du projet qui nous est soumis et plus largement à la réforme même du Sénat, réforme que la déclaration gouvernementale souhaitait — ainsi que l'a rappelé le gouvernement — dans le cadre d'une phase ultérieure de révision de la Constitution. La réforme du Sénat et l'avenir du bicaméralisme ont dès lors été abordés au cours des débats. Il est cependant ressorti de ceux-ci que c'était au Sénat en particulier, comme au Parlement dans son ensemble, que revenait le soin d'élaborer et de mener à bien une réforme aussi importante. Le gouvernement a d'ailleurs confirmé ce point de vue, dans la ligne même de l'accord de gouvernement de mai dernier.

Selon cet accord, la nouvelle répartition des compétences entre la Chambre et le Sénat fera l'objet d'une discussion au Parlement. Le Premier ministre a souhaité, pour sa part et dans le même esprit, que le problème de l'adaptation du bicaméralisme aux nécessités de ce temps soit traité sans retard par les Chambres. Il a insisté par ailleurs sur la volonté commune de voir les conseils des communautés et des régions composés de membres directement élus par la population. Mais il a reconnu qu'il appartiendra au Parlement lui-même de décider quant à la composition de chacune des Chambres et quant à leurs compétences respectives.

Cette préoccupation assurément légitime, dans le chef des sénateurs, au sujet de la composition, du rôle et des attributions futures de leur assemblée s'est plus particulièrement exprimée dans certains amendements au texte des articles 24 et 25 qui ont trait à la composition définitive des conseils; ces amendements ont été finalement retenus par la commission.

Ainsi, l'article 24 dispose-t-il, dans la version adoptée par la commission, que le Conseil flamand, le Conseil de la communauté française et le Conseil régional wallon sont composés « de sénateurs élus directement par le corps électoral », au lieu de « sénateurs élus directs ». L'article 25 dispose quant à lui, dans le texte finalement retenu par la commission, que le Conseil flamand est composé des membres « élus directement » du groupe linguistique néerlandais du Sénat, que le Conseil de la communauté française est composé des membres « élus directement » du groupe linguistique français du Sénat et que le Conseil régional wallon est composé des membres du groupe linguistique français du Sénat « élus directement » dans les provinces du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur, ainsi que dans l'arrondissement de Nivelles; alors que, dans sa version initiale, il était seulement précisé qu'il s'agissait de membres des groupes linguistiques correspondants, sans autre précision.

L'amendement à l'article 25 a été présenté comme n'étant pas de nature à remettre en cause l'accord de gouvernement. Mais, a dit son auteur, le texte du projet déposé par le gouvernement obérait l'avenir dans la mesure où il se pourrait que, lorsqu'il sera question de discuter des compétences du Sénat et de sa composition, une autre proposition se dégage de ces discussions.

Ce point, qui n'a cependant pas fait l'unanimité au sein de la commission, dans la mesure où certains membres ont pu considérer que l'amendement était au contraire de nature à remettre en cause l'accord de gouvernement, traduit assurément le souci de la commission de ne pas hypothéquer le sort futur du Sénat dont les membres ou, à tout le moins, une partie d'entre eux devront concilier à l'avenir l'exercice de fonctions dont il faudra assurer pour un mieux la coordination et la complémentarité; et cela, en tenant compte d'une répartition ajustée des compétences entre le Sénat, dont la composition est remise en cause, et la Chambre des représentants, l'une et l'autre assemblée devant s'accorder sur les termes d'un bicaméralisme efficace et fonctionnel.

Voilà, Monsieur le Président, les points que j'ai cru devoir souligner des travaux de la commission, au début de la discussion générale d'un projet de loi dont personne ne doit minimiser l'importance, car il marquera une étape essentielle dans l'avenir de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand.

M. Bertrand. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, voici donc amorcée la discussion générale du « fameux » projet 434. Je m'en tiendrai à des considérations d'ordre général puisque nous aurons tout le temps — cette semaine, la semaine prochaine et peut-être au-delà — de débattre techniquement des quel-ques 92 articles qu'il contient.

La désillusion aidant, il serait facile de tenir ces discussions pour inutiles. Nous le savons en effet — dans notre système, les choses sont ainsi, c'est regrettable, mais la vérité a ses droits — les heures répétées de discussion ne modifient en rien la décision finale qui est acquise d'avance.

Si nous votions à l'instant même, plutôt qu'à huitaine, le résultat serait identique. Dès lors, on peut se demander légitimement à quoi servent toutes ces discussions, ces logorrhées qui tournent depuis si longtemps autour des mêmes problèmes.

Ces discours pourraient peut-être ne pas être tout à fait inutiles si nous profitions de cette enceinte, de cet hémicycle, non pas pour nous convaincre réciproquement — puisque nous savons que c'est inutile et que nul d'entre nous, quels que soient son talent et sa vertu, n'y parviendrait — mais pour que nous comprenions mieux les positions des uns et des autres et la philosophie politique qui peut affirmer nos groupes respectifs.

Si nous consacrons notre temps de la sorte, nous aurons un peu progressé dans cette compréhension qui doit être celle du citoyen conscient du devenir de l'État, que le hasard de la politique et la chance des élections portent au pouvoir pour faire vivre cet État lui-même.

Ces considérations générales ont évolué pendant la dernière décennie au cours de laquelle nous nous sommes attachés à cette éternelle réforme d'un État que l'on ne réforme jamais. Voilà dix ans, en effet, qu'a été amorcée, par la révision constitutionnelle de décembre 1970, la restructuration, disons *grosso modo*, dans un sens fédéral de l'État.

J'ai déjà insisté ici sur l'état d'esprit relativement dynamique, positif et optimiste qui animait les assemblées voici dix ans. Depuis lors, combien de crises en projets avortés, de crises en reniements? La désillusion s'est installée parmi nous. En dix ans, cinq avortements successifs ont fait échouer les projets gouvernementaux. C'est en 1971, en 1974, en 1978 — et à partir de ce moment les événements se précipitent — en 1979 et puis en 1980 que les accords politiques intervenus successivement ont échoué au seuil de nos assemblées et ont provoqué des dislocations internes au niveau gouvernemental suscitant dans les rangs mêmes de la majorité, comme ce fut le cas en mars et avril dernier, des abandons qui ont engendré le capotage du projet.

L'expérience aidant, des replâtrages — je dirai mieux, des « recimentages » — de la majorité sont intervenus et il semble bien que, cette fois, les projets sont coulés dans le béton et que l'on soit à l'abri de toute mauvaise surprise.

La mauvaise surprise ne viendra pas de nos votes puisqu'ils sont acquis et qu'aucun doute ne peut planer sur leur issue. La mauvaise surprise viendra de la mise en application de ces textes confus, ambigus, équivoques qui vont susciter un fourmillement de conflits de compétences, de conflits d'attributions entre les régions et les communautés, de telle manière que la vie même de notre État, faute de simplicité dans les formules définitives, sera constamment compliquée par des conflits stériles, qu'il faudra bien un jour trancher. Cette mission nous incombera-t-elle? Sera-t-elle impartie à nos successeurs? Dieu seul le sait mais ceux qui auraient, même parmi la majorité, la naïve illusion de croire qu'ils vont aujourd'hui apporter un élément définitif à la réforme de l'État se mettent, pardonnez-moi l'expression familière dans un lieu, dans un sanctuaire aussi raisonnable que le Sénat, le « doigt dans l'œil », pour aboutir, comme je vous le disais, à une complexité d'institutions que même nos méthodes de travail ne peuvent masquer.

Je pense plus spécialement aux membres de la commission de Révision de la Constitution qui ont accompli un véritable travail à la cravache, dont le Sénat n'est pas tellement coutumier.

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Qui a inventé cette méthode de travail?

M. Bertrand. — Je crains, Monsieur le Ministre, que le gouvernement applique cette méthode « à la cravache » sur le dos du Sénat qui, lui, se laisse faire avec une bonne grâce tout à l'honneur de la majorité.

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — La « cravache » existe depuis très longtemps.

M. Bertrand. — C'est exact, mais elle semble revenir en vogue ici, depuis quelques semaines.

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Disons que c'est une cravache « sublimée ». (*Sourires.*)

M. Bertrand. — C'est tout de même la cravache.

Les horaires invraisemblables qu'on nous impose ont même suscité l'opposition des médecins qui ont notre santé en charge. Il est probable que, par ce système de travail à l'usure, on tente de spéculer sur la fatigue, combien légitime mais dangereuse de chacun, fatigue qui empêche l'accomplissement sérieux d'un travail législatif dont on dit cependant qu'il est essentiel.

Ce n'est évidemment pas la première fois que cette méthode de travail intensif nous est imposée. Il en va ainsi pour la discussion de chaque projet institutionnel nouveau. Peut-être la situation est-elle très légèrement différente maintenant sinon l'on se demanderait bien par quoi la crise précédente se serait justifiée. Il s'agit toujours, bien sûr, d'engranger un recul à charge d'une communauté toujours la même, par rapport aux exigences de l'autre. Il en résulte un glisse-

ment incessant d'une revendication flamande sur une revendication bruxelloise ou francophone, de sorte qu'on ne discute finalement plus tout à fait des mêmes choses.

La technique du rouleau compresseur, nous l'avons encore vu appliquer, hier, en début de séance de cette assemblée. Je ne reviendrai pas sur les incidents comiques de la distribution du rapport, incidents qui feraient même sourire des politiciens de village et que personne ne songerait à approuver.

Enfin, « à la guerre comme à la guerre »; nous utiliserons tous les moyens requis puisqu'il est dit « qu'il faut en sortir » avant les vacances. Et tout cela pour adopter des projets qui n'ont recueilli jusqu'ici qu'une confiance fort mitigée, tout cela pour aboutir à une complexité qui fera sans doute la joie des professeurs de droit constitutionnel lorsqu'ils interrogeront leurs étudiants. Dire que les professeurs sont tentés de recaler les étudiants « dont la tête ne leur revient pas » n'est peut-être plus actuel et, je crois, appartient à une certaine légende. On peut cependant imaginer les mille embûches et les occasions qui permettront à ces professeurs de droit constitutionnel de « moffler » leurs étudiants sur ce genre de questions.

Les parlementaires auront donc à assumer tous leurs devoirs, à la Chambre, au Sénat et dans les commissions respectives des deux assemblées, où l'on fait et refait constamment le même travail, un peu à la façon de Pénélope. Ils siégeront également dans les assemblées communautaires, qui remplaceront nos conseils culturels actuels, et dans les commissions de ces assemblées. Je rappelle en passant les conflits qui naissent déjà entre nos assemblées nationales et communautaires quant à l'utilisation horaire d'une courte semaine, fût-elle même de cinq ou six jours. A toutes ces instances s'ajouteront évidemment les conseils régionaux et leurs commissions.

Nous avons une expérience assez brève de ce système d'assemblées multiples, mais il faut bien constater que nous avons très péniblement et à la force du canon, si je puis dire, réuni trois fois en l'espace d'un an les conseils régionaux ou plutôt les assemblées de parlementaires régionaux.

D'après des bruits de couloirs, il semblerait que les exécutifs régionaux n'aient pas l'intention de nous réunir beaucoup plus souvent. D'ailleurs, je ne vois pas où nous trouverions le temps, à moins de le faire la nuit et de prendre exemple sur nos propres travaux !

Malgré des projets qui ont été polis et repolis, retravaillés jusque dans l'extrême tréfonds de la moulure, nous allons susciter une véritable insatisfaction du citoyen qui, dans sa vie de tous les jours, ne verra rien de changé par les superstructures étonnantes que le pouvoir est en train d'aménager et de soumettre à notre approbation.

Qu'il soit bruxellois, flamand ou wallon, le citoyen attend du pouvoir politique une certaine évolution dans sa vie, bien entendu dans le sens de l'amélioration de notre société. Les années passent et il ne voit rien changer, sinon en pire.

Sans doute, la crise est-elle là et subissons-nous les effets d'une situation internationale que nous ne pouvons, seuls, corriger. Mais nous savons, dès à présent, que cette situation ne pourra qu'empirer au cours des années qui viennent et ce ne sont pas les petits barrages dérisoires que le gouvernement met en place dans les projets qu'il nous soumet qui modifieront le cours des choses. Au contraire, elles seront d'autant plus compliquées.

Et, non content de ne pas résoudre les points de friction existants, il a encore fallu que le gouvernement en suscite là où il n'y en avait pas. Citons les exemples de Comines à Malmédy. On a soustrait à la tutelle de la région wallonne, qui s'est laissé faire — c'est un des reproches que nous lui adressons — des communes qui ont toujours compté de 70 à 90 pour cent de francophones, en compensation de l'abandon de la tutelle régionale flamande sur certaines communes à majorité francophone, suscitant la légitime irritation des populations. Comme Liégeois, je ne citerai que les Fourons; toutes les statistiques prouvent, qu'on le veuille ou non, qu'il existe une majorité de 60 à 70 p.c. de francophones dans les Fourons.

Cela n'a qu'une importance secondaire, dit-on : il s'agit de la tutelle administrative et le ministre de l'Intérieur qui, jusqu'ici, n'a jamais suscité la guerre sainte dans les communes, ne la suscitera pas davantage demain.

Je ne sais pas dans quelle mesure, la communautarisation et la régionalisation s'imprégnant dans les esprits, qu'il s'agisse de communes flamandes avec un ministre de l'Intérieur francophone ou wallon, ou inversement, s'il pourra toujours pratiquer une politique centrale et nationale parfaitement neutre et seulement adaptée aux seuls intérêts de la commune. Je crains qu'il ne se manifeste, de ce côté, un esprit partisan, déjà découvert souvent au niveau national. Je vous en donnerai, dans un instant, un petit exemple, qui démontre l'absence d'indifférence à ce sujet.

Nos amis de Bruxelles s'exprimeront à ce propos; je n'insisterai donc pas. Cela a-t-il un sens commun de réformer l'Etat sans avoir, dans le même temps et dans la même foulée, pu trouver le juste équilibre pour sa propre capitale? Je sais que c'est difficile, mais le gouvernement et le Parlement doivent affronter cette difficulté.

Voilà un corps sans tête, puisque la capitale reste et restera toujours la tête d'un Etat. Je vous souhaite bien du plaisir à pratiquer cette chirurgie bizarre sur un corps dépourvu de tête. Lorsque ces mêmes chirurgiens, vous, Messieurs du gouvernement, vous attaquerez à la tête, il n'est pas impossible que tout le corps disparaîtra dans la trappe car, à défaut d'accord sur la capitale, les difficiles accords que vous aurez obtenus maintenant sur le reste risquent, bien entendu, de basculer dans le néant.

Je suis très sceptique. Cramponnez-vous, Monsieur le Ministre, il est temps. C'est une vision apocalyptique qui ne vous effraie pas; vous en avez vu d'autres !

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — C'est le temps qui vous rend aussi pessimiste ?

M. Bertrand. — Non, ce sont vos projets, Monsieur le Ministre.

M. Vanderpoorten, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Je commence à avoir froid lorsque je vous entends.

M. Bertrand. — Je prendrai un exemple que nous venons de vivre tout récemment et qui faisait la une des journaux d'hier; je n'ai guère eu le temps de lire ceux d'aujourd'hui ! Il s'agissait des perspectives d'expansion économique qui nous intéressent tous, que nous soyons Flamands, Bruxellois ou Wallons. Dans la conjoncture actuelle, c'est une de nos préoccupations prioritaires : l'intérêt que pourrait présenter l'aide régionale européenne à l'expansion de nos régions flamande, bruxelloise ou wallonne, sans faire preuve ici d'un esprit partisan. Je veux parler du Fonds européen de développement régional qui dispose d'environ 60 milliards de francs belges et dont la Belgique, puisque c'est le seul interlocuteur de la Communauté européenne, avait revendiqué, dès la création du fonds en 1974, 1,5 p.c. Nous étions la lanterne rouge de la revendication sur ce plan alors qu'un pays comme la France, pourtant hautement centralisé — nous ne ferons pas ici le procès du jacobinisme français et de la centralisation parisienne — a plus que nous le souci de son développement régional, puisqu'il postule du Feder un pourcentage qui n'est pas moins que 16 p.c. Cependant, la Belgique qui a pourtant des problèmes régionaux combien plus aigus, ne postule que 1,5 p.c. !

La République fédérale d'Allemagne, dont la situation économique ne paraît pas si difficile, en tout cas pas autant que chez nous, a un égal souci de l'expansion économique de ses *Länder*. Elle émerge, en effet, pour 6 p.c. à ce fonds régional.

En outre, depuis deux ans, la Belgique a encore réduit sa revendication puisque son taux actuel est de 1,39 p.c. Ce pourcentage dérisoire fait l'objet d'un partage inéluctable au plan communautaire : 52 p.c. à la région flamande, 48 p.c. à la région wallonne et, je le rappelle à nos amis bruxellois, aucune aide n'est prévue pour la région de la capitale.

La répartition donne un montant de 300 millions de francs belges par an à la région wallonne dans le cadre du Feder. C'est évidemment dérisoire, ridicule... Je ne veux pas faire de démagogie. Les intéressés ne nous entendent pas, nos murs sont trop épais; nos propos ne parviendront pas jusqu'à eux. Mais si les travailleurs d'Intermills, par exemple, connaissaient ces chiffres, peut-être auraient-ils d'autres réactions que celles qui sont les leurs. Si nos agriculteurs, qu'ils soient flamands ou wallons, connaissaient les possibilités offertes par le Feder pour la reconversion dans leur secteur, croyez-vous qu'ils ne seraient pas demandeurs ?

M. Radoux. — C'est effrayant, vous ne connaissez pas votre dossier.

M. Bertrand. — Vous viendrez présenter le vôtre. Je constate que le ministre Dehousse...

M. S. Moureaux. — Vous n'intervenez jamais à la tribune pour expliquer ce que vous soutenez.

M. Radoux. — Je conteste les chiffres.

M. S. Moureaux. — Venez donc nous les communiquer. Nous en sommes très friands.

M. Bertrand. — En dehors de toute polémique, le ministre, M. Dehousse, qui fait preuve d'un intérêt certain pour la région wallonne, a tenté de fixer notamment les zones de développement, restées en suspens avant la loi Leburton, dite d'expansion économique, de 1970, et condamnées par la Communauté européenne en 1972, laquelle avait donné deux ans à la Belgique pour réadapter ses zones de développement selon les normes européennes. C'est en avril 1974 que le gouvernement belge devait présenter de nouvelles zones de développement puisque, selon les normes de la communauté, huit d'entre elles en Flandre et une en Wallonie étaient injustifiées.

Nous sommes en 1980 et nous attendons toujours. Il est vrai que le ministre Dehousse vient de tenter de refondre cette réglementation et de présenter des zones wallonnes nouvelles de développement régional. Il a, le naïf, présenté sans intermédiaire ce projet à la Communauté européenne, croyant, ou feignant de croire, que l'exécutif régional wallon était un interlocuteur direct sur le plan international, ce qu'il n'est évidemment pas.

Le gouvernement central n'a pas manqué de le lui rappeler et son homologue de la région flamande, Mme De Backer, dont nous savons qu'elle est très pointilleuse pour tout ce qui concerne l'intérêt régional flamand, — et elle a raison, c'est sa mission et sa charge — a, selon les journaux, créé un vif incident au niveau gouvernemental et reproché au ministre Dehousse, président de l'exécutif régional wallon, d'avoir osé traiter directement avec la Communauté européenne, non pas pour les zones belges de développement, mais pour les zones wallonnes qui sont cependant de sa stricte compétence.

Même pour cela, Monsieur Radoux, il faut encore passer par le filtre du gouvernement central.

M. Radoux. — Ce sont les traités qui l'exigent.

M. Bertrand. — Il est des traités, dans la situation où nous nous trouvons, qu'il me semblerait légitime de corriger plutôt que de s'y soumettre. Nos grands voisins n'hésitent pas !

Cela n'est pas concevable, dans la mesure où un exécutif régional dispose de l'autonomie qu'il dit et de la compétence qu'il affirme, qui ne se retrouvent guère au travers des textes, nous le verrons tout au long du débat. Il serait normal que le ministre qui fixe librement, pour sa propre région, ses zones de développement ne soit pas subordonné à une négociation interne avec son partenaire flamand pour revenir, comme le dit le professeur Romus, « à l'équilibre des faveurs ».

Le projet 434, nous y viendrons au moment opportun, prévoit que les critères de développement régional internes à la Belgique seront spécifiques tantôt à la Flandre, tantôt à la Wallonie. Cela est contraire à l'esprit même du Marché commun. Ce sont des critères communs et identiques, de caractère européen et qu'on ne doit pas tailler sur mesure. Sinon, plutôt que d'atteindre, dans l'esprit européen, à un équilibre du résultat vous allez — je cite à nouveau le professeur Romus — déboucher de nouveau sur « l'équilibre des faveurs » et, dès lors, vider de sa substance l'esprit même de l'aide européenne objective.

Pendant ce temps les esprits évoluent et nous savons, pour l'avoir appris dans les écoles de droit, que le droit suit toujours le fait. Je crains donc que le législateur ne dispose de textes qui seront déjà bien en deçà de l'évolution des esprits.

Je cite trois références auxquelles nous devrions être attentifs dans cette espèce de temple de la bienséance que constitue le Parlement, en tout cas, le Sénat. (*Sourires.*) Ne nous laissons pas emmurer ni aveugler et n'oublions pas que nous légiférons pour des citoyens avec qui nous vivons, et non pas en éprouvette, dans l'abstrait. Nos textes sont déjà en recul sur les événements, même dans la région wallonne qui pourtant, sur le plan de l'évolution des esprits est très peu révolutionnaire, trop peu ardente à mon sentiment, et où vient de se tenir à Liège, de façon marginale mais néanmoins symptomatique d'un état d'esprit, un congrès indépendantiste. Ce n'est pas cela qui fera trembler le Parlement sur ses bases, bien sûr. Ce n'était d'ailleurs pas son propos. Mais voilà une réunion qui était impensable il y a quelques années seulement. Elle aurait fait scandale mais, cette fois, elle s'est tenue dans une indifférence quasi générale.

Un avocat liégeois a écrit un livre au titre évocateur « Belgique Requiem » sans susciter non plus le moindre scandale sur aucun banc parlementaire ni dans aucun milieu.

Comble de l'horreur, lors de la visite de nos souverains à Anvers, l'émeute dans la rue les a obligés à fuir par une porte dérobée et il ne leur a pas été permis d'assister aux manifestations prévues.

Je ne juge pas du fond, mais je constate les faits et il ne me semble pas que dans la situation actuelle, il faille s'associer activement à ce type de manifestations. Mais je constate que la rue devance large-

ment les chambres législatives et que notre Etat est en train de se défaire pendant qu'on essaie, avec des textes fort artificiels et fort incomplets de replâtrer un passé qui n'arrêtera jamais de continuer à se dégrader.

Sans vouloir critiquer le gouvernement seulement parce que je suis dans l'opposition dont c'est le rôle, sans me faire aucune illusion sur la portée de nos discours, sans me faire d'illusions sur la portée de ce que nous pouvons dire ou faire, je crois néanmoins que le gouvernement dans la responsabilité qui est la sienne, — et j'en termine — a confondu la fin et les moyens. Un texte législatif n'est jamais qu'un moyen, qu'un levier, qu'un chemin, qu'une procédure pour permettre à un Etat de vivre mieux. C'est finalement cet objectif-là qui devrait être poursuivi par l'exécutif et par le législatif : tenter d'engendrer un Etat meilleur. Cet objectif est complètement oublié, masqué par le moyen qui résulte d'une législation qui se révélera, comme par le passé, totalement inefficace. Nous aurons l'occasion d'en reparler ici même. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van der Elst.

De heer Van der Elst. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, Dames en Heren, ik wil bij wijze van inleiding even stilstaan bij de omstandigheden waarin wij gedwongen worden door de regering en haar meerderheid een zo belangrijke aangelegenheid als de staatshervorming hier te behandelen. Het komt zonderling voor dat dit moet gebeuren midden in de vakantieperiode juli-augustus, op een tijdstip dat bijna iedereen verlof neemt en bijgevolg de openbare opinie weinig of geen aandacht schenkt aan wat hier in het Parlement gebeurt, meer zelfs dat ze bijna is uitgeschakeld. Wanneer men zich de beroering in de openbare opinie, de agitatie in de pers, de felle reacties van vele strijd- en cultuurverenigingen herinnert bij vorige pogingen om de staatshervorming te realiseren, dan kan men slechts vaststellen met een zekere verbazing dat er thans geen enkel spoor van reactie op hetgeen nu gebeurt, te bespeuren is. De regering heeft dus, van haar standpunt uit, het moment goed gekozen. Men wil de staatshervorming door het Parlement sleuren op een gunstig ogenblik wanneer men weinig te vrezen heeft van de publieke opinie.

Men kan wel beweren dat reeds herhaalde debatten hebben plaatsgehad over deze problemen, dat ze gekend zijn, dat er voldoende werd over gepraat. Dit alles neemt niets weg van het grote belang voor de toekomst van de beslissingen die moeten worden genomen. Het tempo waaraan moest worden gewerkt in de commissie en waaraan thans moet worden gewerkt in openbare vergadering is onredelijk. Het laat aan degenen die bij dit werk betrokken zijn, geen tijd over om na te denken, laat staan om een en ander te onderzoeken, om noodzakelijke inlichtingen in te winnen of eventueel deskundige personen te consulteren om zich een oordeel te kunnen vormen.

De meeste collega's die geen deel hebben genomen aan de werkzaamheden van de commissie en die het lijvig verslag zo laattijdig hebben ontvangen, zullen vrijwel geen tijd hebben, wanneer dag aan dag, zaterdag en zondag ingegrepen, van 10 uur 's ochtends tot 10 uur 's avonds, wordt vergaderd om dit verslag zelfs maar te lezen. In die omstandigheden is een echt debat hier in de Senaat onmogelijk. Het is mede onmogelijk omdat de meerderheidsfracties druk uitoefenen op hun leden om in de bespreking zelfs niet het woord te voeren. Deze werkwijze is niet van aard om het prestige van het Parlement, waarvan men zegt dat het lelijk gehavend is, te vergroten. Ieder redelijk mens moet eraan twijfelen of dit nu de manier is om ernstig werk te verrichten en of deze overhaasting door iets anders kan worden gemotiveerd dan door politieke berekening.

Het spreekwoord « Haast en spoed is zelden goed » zou nu ook wel eens kunnen worden bewaarheid.

Is het verantwoord van mensen, zowel Parlementsleden als personeelsleden, te eisen dat ze dag in dag uit, zaterdag en zondag ingegrepen, van 's ochtends 10 uur tot 's avonds 10 uur werken en in ononderbroken spanning leven? Het is werkelijk gevaarlijk waanzin zo iets te willen voorstellen als ernstig parlementair werk.

En dan verwijt men de houding in de commissie, niet van de Volksunie-fractie, maar van een andere oppositiefractie.

Men hoeft de oppositie niets te verwijten: ieder politicus weet hoe de oppositie op een dergelijke uitdaging reageert. Wie zonder schuld is, zou ik zeggen, werpe de eerste steen. Of, het is de pot die de ketel verwijt dat hij zwart ziet. Iedere partij die is vertegenwoordigd in de Senaat, heeft op haar beurt op bepaalde ogenblikken in het verleden aan parlementaire obstructie gedaan, meestal als reactie op een uitdaging van de meerderheid, die eiste dat in onmogelijke voorwaarden werd gewerkt. Dit is ook nu weer het geval.

Alles zou anders kunnen verlopen, in een andere geest en op een andere wijze, indien de regering ons niet verplichtte op dit ongewoon tijdstip en in niet-aanvaardbare omstandigheden te werken.

Mijnheer de Voorzitter, zo kom ik tot de behandeling van het ontwerp dat thans voorligt. U zult begrijpen dat ik mij moeilijk kan beperken tot dit ene ontwerp, omdat het onverbrekkelijk verbonden is met het ontwerp van gewone wet tot hervorming der instellingen en met de staatshervorming in haar geheel. De opmerkingen die ik mij veroorloof te maken zullen dan ook betrekking hebben op deze beide wetsontwerpen en op het geheel van de staatshervorming.

Het eerste punt waarbij ik even wil stilstaan is de tweeledigheid of de driedigheid. De Vlaamse openbare opinie is in het verleden bijzonder gevoelig gebleken ten opzichte van een driedelige gewestvorming, waarop ze zeer heftig reageerde, zelfs het feit voorbijziende dat men, hoe dan ook, voor het probleem Brussel een oplossing moet vinden en dat een zuivere tweeledigheid niet volledig beantwoordt aan de feitelijke omstandigheden.

Thans heeft men twee wetsontwerpen ingediend zonder oplossing voor het probleem Brussel, met het gevolg dat de hervorming de schijn aanneemt van tweeledigheid. Dit is natuurlijk bedrieglijk want deze tweeledigheid is enkel maar tijdelijk en men zal vroeg of laat een oplossing moeten geven aan het probleem Brussel.

Wat thans door de regering wordt voorgesteld, schijnt dus op het eerste gezicht voorlopig tweeledig te zijn, althans wat de decretaale bevoegdheid betreft. Doch, en dit verliest men wel uit het oog, het is driedig wat de executieven aangaat. Hoewel dit tegemoetkomt aan de Vlaamse wensen, wordt het probleem in werkelijkheid slechts uitgesteld. Voorlopig blijft de wetgevende bevoegdheid, wat Brussel betreft, bij het nationale Parlement. Nu moeten wij daar onmiddellijk aan toevoegen dat het gevaar voor discriminatie voor de Vlamingen in de Brusselse agglomeratie, meer bepaald in de Brusselse gemeenten, vanzelfsprekend kleiner is op het wetgevende vlak dan op het vlak van de uitvoerende macht. De wetten die worden gemaakt zijn dezelfde voor iedereen. Maar waar de Vlamingen over te klagen hebben in de Brusselse agglomeratie is hoofdzakelijk de wijze waarop zij worden behandeld door de uitvoerende macht, meer bepaald door de gemeentebesturen. Aan dit probleem wordt zelfs geen begin van een oplossing gegeven. De problemen van de begrenzing van het Brusselse gewest, van de waarborgen aan de Vlamingen binnen dit gewest tot op het gemeentelijk vlak, worden doorgewoond uitgesteld. Een vervaldatum wordt vooropgesteld waarop een oplossing moet worden gevonden door nieuwe onderhandelingen, — waarvan men twijfelt of deze tot enig resultaat zullen leiden —, met al de gevolgen van dien — ik kom daarop nog terug — voor de Brusselse Vlamingen.

Een tweede punt waarbij ik even wil stilstaan is de mate waarin aan de gewesten en aan de gemeenschappen autonomie wordt verleend. Wat wordt aan de gewesten en aan de gemeenschappen overgedragen? De bevoegdheden die worden overgedragen zijn beperkt tot de materies opgesomd in de lijsten van de culturele, persoonsgebonden en plaatsgebonden materies zoals wij die kennen.

Nu kan men altijd stellen dat men moet aanvangen met de opsomming van een aantal bevoegdheden, van een aantal materies, maar volgens mij blijft de belangrijkste vraag welke de mogelijkheid van evolutie is in de toekomst. Het komt mij voor dat een uitbreiding van deze bevoegdheden fel wordt bemoeilijkt door de residuaire bevoegdheid uitsluitend voor te behouden aan het nationale Parlement. Hier staat men voor een van de problemen die rijzen in alle federale Staten. Maar in verschillende federale Staten heeft men daar toch een andere, een soepelere oplossing aan gegeven door drie pakketten te maken: de exclusieve bevoegdheden van de deelstaten, de exclusieve bevoegdheden van de nationale Staat en de concurrerende bevoegdheden in verband met materies waarvoor én de deelstaten én de nationale Staat bevoegd zijn, eventueel met voorrang voor de nationale wetgeving.

De concurrerende bevoegdheden voor een aantal materies, waarvoor zowel de federale Staat als de deelstaten, laten we zeggen de gewesten en de gemeenschappen, bevoegd zijn, is ongetwijfeld een soepelere regeling die het mogelijk maakt geleidelijk de bevoegdheid van de deelstaten uit te breiden, naargelang van de ontwikkeling en de noodwendigheden die zich voordoen.

Wanneer echter, zoals in het wetsontwerp dat wij thans behandelen, de residuaire bevoegdheden uitsluitend aan de nationale Staat worden toegekend, is het duidelijk dat een stilzwijgende uitbreiding van de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten in grote mate onmogelijk wordt gemaakt.

Anderzijds wordt een uitbreiding van de bevoegdheden van de gewesten en de gemeenschappen ook bemoeilijkt door het voornemen van de regering in de Grondwet zelf — ik zeg wel in de Grondwet — een lijst op te nemen van de nationale bevoegdheden, die exclusief nationaal moeten blijven. Tot op heden hebben wij nog geen kennis kunnen nemen van enig document dat een opsomming van deze materies inhoudt. De vraag rijst derhalve hoe deze lijst van de exclusieve bevoegdheden van de nationale instanties er zal uitzien. Zal dit een

volledige opsomming zijn van al de bevoegdheden die overblijven na de overdracht van bevoegdheden aan de gewesten en gemeenschappen, of gaat men in deze lijst alleen enkele essentiële materies opnemen die ongewijzigd moeten voorbehouden worden aan de nationale instanties? Dit is belangrijk, want in de mate dat men in de Grondwet zelf deze bevoegdheden opsomt, is het duidelijk dat in de toekomst een overdracht van één of zelfs van een gedeelte van deze bevoegdheden onmogelijk gemaakt wordt zonder een nieuwe grondwetsherziening. Wij weten hoe moeilijk een dergelijke herziening is.

Het is ongetwijfeld veel moeilijker om een artikel van de Grondwet te herzien dan bij wet, zelfs goedgekeurd met een bijzondere meerderheid, de bevoegdheden uit te breiden die toegekend worden aan de gewesten of de gemeenschappen, wat onmogelijk wordt gemaakt wanneer de bevoegdheden die nationaal blijven in de Grondwet worden ingeschreven.

Mijnheer de Voorzitter, een derde punt waarbij ik even wil stilstaan betreft de decretaale bevoegdheid toegekend aan de taalgroepen in de Senaat, een Senaat die zijn nationale functie blijft vervullen. Dit schijnt wel het meest plausibele te zijn.

Ten tijde van de Egmont-akkoorden werd het tweekamerstelsel praktisch vervangen door een ander stelsel en werd de Senaat in feite hoofdzakelijk en in de eerste plaats het orgaan van de gewesten en de gemeenschappen. Thans echter, wegens het systeem dat ons wordt voorgesteld, zal de taak van de senatoren onvermijdelijk tweeslachtig zijn. Zij moeten tegelijkertijd optreden als nationale wetgever en als wetgever voor de gemeenschappen en de gewesten. Daardoor wordt hun positie, in geval van tegengestelde belangen of van bevoegdheidsconflicten of -betwistingen, uiteraard zeer delicaat en zeer moeilijk. Zij zijn geroepen om twee functies te vervullen, twee functies die zouden moeten worden gescheiden.

Ik heb reeds gezegd dat in de akkoorden Egmont-Stuyvenberg de Senaat eveneens werd behouden en dat hij zou fungeren als wetgevend orgaan voor de gemeenschappen en de gewesten, maar zijn rol van nationale wetgever werd in de grote mate beperkt. Dit blijkt nu niet meer het geval te zijn, met als resultaat dat de positie van de Senaat ambivalent zal zijn en dat de senatoren steeds het gevaar lopen zichzelf tegen te spreken. Ik geloof niet dat dit een gezonde oplossing is. Ik ben ervan overtuigd dat dit een rem is op de autonomie van de gewesten en de gemeenschappen, die zouden moeten kunnen beschikken over eigen, zelfstandige en onafhankelijke wetgevend organen.

Een vierde punt dat ik wens te behandelen, betreft de financiën. Ik weet dat dit punt in het huidige wetsontwerp niet ter sprake komt, maar het is toch onmogelijk over het geheel van de staatshervorming te beraadslagen zonder enkele woorden te zeggen over het financiële aspect.

In dit verband zal ik niet herhalen wat reeds tot in den treure is gezegd, namelijk dat de voorgestelde financiële regeling voor de Vlamingen onaanvaardbaar is omdat — en dit heb ik reeds vroeger vanop deze tribune aangetoond — niettegenstaande het principe van de nationale solidariteit aanvaardbaar is, wij de transfers in hun globaliteit dienen te zien, wij moeten niet alleen rekening houden met de verdeelsleutels die in het volgende wetsontwerp voorkomen, maar ook bijvoorbeeld met de transfers in de sector van de sociale zekerheid, in de sector van de economische hulpverlening. Kortom, we zouden een globaal overzicht dienen te hebben over alle transfers, waarin wij nu slechts enig inzicht krijgen dank zij wetenschappelijke studies van professoren. Ik zeg dus bij voorbaat dat wat in deze context is voorgesteld vast en zeker onaanvaardbaar is.

Ik vestig de aandacht op wat de Eerste minister, bij het verstrekken van uitleg aan de commissieleden, heeft gezegd in verband met zijn verklaring dat de eigen fiscaliteit van de gemeenschappen en van de gewesten in korte tijd in dergelijke mate zou stijgen dat de inkomsten van deze eigen fiscaliteit de dotaties zouden overschrijden. Hier wens ik toch op te merken dat door deze regeling op de gewesten en de gemeenschappen een druk zal worden uitgeoefend waardoor ze verplicht zullen worden de fiscaliteit te verzwaken. In het verleden werd evenwel gezegd dat de staatshervorming geen nieuwe financiële lasten zou mogen meebrengen aangezien de taken die door de nationale instanties aan de gewesten en de gemeenschappen worden overgedragen niet verder door de Staat moeten worden gefinancierd, zodat de financiële middelen die hiervoor bestemd waren ook kunnen worden overgedragen. Wanneer ik echter de Eerste minister hoor, lijkt het mij duidelijk dat het in de bedoeling ligt de gemeenschappen en de gewesten onder een dergelijke druk te plaatsen dat ze aansprakelijk worden gesteld voor de lasten van de aangegane leningen en voor de lasten van de toekomstige leningen waarmee zij hun buitengewone uitgaven dienen te financieren. Volgens de beweringen van de Eerste minister en van de heer Tindemans zou zulks leiden naar een eigen fiscaliteit die zeer zwaar zou wegen en supplementair zou zijn.

Mijnheer de Voorzitter, ik kan er ook nog aan toevoegen dat de aan de gemeenschappen en de gewesten ter beschikking gestelde middelen en toegekende bevoegdheden eerder aan de magere kant liggen. Als deze zoveelste poging tot staatshervorming slaagt, dient men zich af te vragen of dit ook een oplossing zou meebrengen voor onze gemeenschapsproblemen. Afgezien van het feit dat men het moeilijkste probleem, het probleem waarover men in het verleden steeds is gestruikeld, het probleem Brussel, uit de weg gaat, durf ik eveneens te betwijfelen of de voorgestelde regeling voor Vlaanderen en Wallonië een bevredigende en definitieve oplossing kan bieden. Daarvoor gaat deze halfslachtige hervorming niet ver genoeg.

Men bouwt geen federalisme uit. Er is geen sprake van een reële autonomie met een ruime inhoud. Het voornaamste orgaan voor een deelstaat is een eigen rechtstreeks verkozen Parlement of raad. Welnu, volgens dit wetsontwerp komt er geen zelfstandige en onafhankelijke raad voor de gemeenschappen en de gewesten. Een deel van het nationaal Parlement, de Senaat, zal de plaats innemen van dit Vlaamse of Waalse Parlement. Zelfs indien men de samenstelling van deze Senaat zal wijzigen, zal hij verder een nationale taak blijven vervullen. De Senaat zal aldus een tweeslachtig orgaan worden, waarvan de leden twee functies moeten uitoefenen, die *per se* en *in se* zouden moeten worden gescheiden. De senatoren zullen zowel wetten als decreten moeten aannemen en steeds in een ambivalente situatie verkeren. De gewesten en de gemeenschappen zullen niet de vlucht kunnen nemen die men normaal zou mogen verwachten wanneer hun wetgevende bevoegdheid door een eigen, onafhankelijk Parlement of een raad zou worden uitgeoefend.

Op het stuk van de bevoegdheden kan men blijven twisten over de uitbreiding of de inkrimping van de lijst van bevoegdheden. Enerzijds is er geen evenwicht tussen de bevoegdheden die worden toegekend aan de gewesten en de gemeenschappen en de bevoegdheden die de nationale Staat blijven. Anderzijds blijft de residuele bevoegdheid bij de nationale Staat berusten. Dit fundamentele onevenwicht blijft trouwens ook uit de begrotingscijfers. Het machtsverwicht van de nationale Staat blijft zo verpletterend groot dat er niet kan worden gesproken van een federale Staat.

Wat lost men aldus op? Of liever, wat is het probleem dat men zou moeten pogen op te lossen. De beide grote gemeenschappen in ons land willen autonomie omdat zij het centralisme en het steeds zwaarder doorwegende paternalisme beu zijn. Zij willen een zo groot mogelijk aantal aangelegenheden zelf behartigen volgens hun eigen inzichten, opvattingen en overtuiging. Thans leven zij bijna voortdurend in een conflictsituatie en geven problemen op de meest uiteenlopende terreinen aanleiding tot tegenstellingen tussen de gemeenschappen. De gevoeligheid is zo groot geworden dat bijna elk probleem een communautaire dimensie krijgt. Het ene wordt tegen het andere uitgespeeld. Iedereen voelt zich bekocht en iedereen klaagt. Het doel van deze hervorming zou moeten zijn alleen nationaal te houden datgene wat noodzakelijkerwijze nationaal moet blijven, maar voor het overige zou zoveel mogelijk moeten worden overgelaten aan de gemeenschappen. Op die wijze zou een gemeenschap zich er niet meer kunnen over beklagen dat een andere gemeenschap zich in haar aangelegenheden mengt of dat zij de gelegenheid niet krijgt om de problemen op te lossen zoals zij het inzicht of zoals zij het wenst. Alleen op die manier kan men ertoe komen de conflictstof te verminderen en wordt datgene nationaal gehouden waarover men noodzakelijkerwijze tot een akkoord moet komen. Dit wil men niet uit wantrouwen, men wantrouwt de gewesten. De geest van het staatsnationalisme duikt weer op, het staatsnationalisme dat nooit zijn waar gelaat vertoond heeft en dat steeds heeft ontkend nationalisme te zijn. Men valt het nationalisme van de andere aan, maar men weigert te erkennen dat men zelf denkt en handelt volgens een ander nationalisme. Het staatsnationalisme wil te allen prijze de centraliserende Staat in stand houden, ongeacht de vraag of deze politiek niet naar een catastrofe moet leiden.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik zou daarover nog lang kunnen uitweiden. Ik wil echter terugkeren tot de politieke situatie waarin wij ons bevinden en waarvoor de regering ons heeft geplaatst. Ik moet vaststellen dat de Eerste minister op een zeer behendige wijze een keuze gedaan heeft. De grote moeilijkheid, de grote struikelsteen in het verleden is altijd het probleem Brussel geweest. Van Vlaamse zijde hebben wij vastgesteld dat de Vlamingen bijzonder gevoelig zijn geworden voor de randgemeenten. De Vlamingen aanvaarden niet meer dat aan de territoriale integriteit van het Vlaamse land wordt geraakt. De Vlamingen aanvaarden niet dat de grens nog wordt verlegd, al moeten zij aanvaarden dat Franstalige minderheden binnen hun territorium wonen. Het is gebleken, en wij hebben het ervaren

dat het uiterst gevaarlijk is aan de randgemeenten te raken, zelfs met een inschrijvingsrecht. Wat heeft de Eerste minister, wat heeft de regering gedaan? De regering laat het probleem Brussel terzijde, maar terzelfder tijd laat de regering de Brusselse Vlamingen vallen. Dat is de fundamentele keuze die men gedaan heeft. Om niet te moeten raken aan de randgemeenten heeft men 2 à 300 000 Vlamingen die in de Brusselse agglomeratie wonen doodgewoon laten vallen.

Ik heb dat allemaal meegemaakt en u ook.

Dat is de keuze waarvoor wij altijd hebben gestaan, ook met het Egmontpact, namelijk het groot probleem van de waarborgen voor de Vlamingen in Brussel. Dit probleem blijft onopgelost en daarom kan men bij overgangsmaatregel, of voorlopig, van de randgemeenten afblijven.

Het risico is groot dat er voor het probleem Brussel geen oplossing meer komt en dat de positie van de Vlamingen in Brussel ondertussen steeds verder verzwakt, afbrokkelt en verslecht.

Het uitblijven, wellicht nog voor jaren, van afdoende bescherming en van waarborgen voor de Vlamingen in Brussel kan en zal naar mijn mening, helaas, noodlottige gevolgen hebben.

De voorstanders van separatisme kunnen zich daarover wellicht verheugen. Het zou immers zoveel gemakkelijker zijn een zelfstandige Staat Vlaanderen in het leven te roepen wanneer men Brussel toch heeft moeten prijsgeven, wanneer Brussel toch verloren is.

U zult moeten toegeven dat dit een tragisch perspectief is voor de Brusselse Vlamingen, waartoe ik behoor, want mijn familie woont sedert eeuwen op het grondgebied van de stad Brussel.

Als Brusselse Vlaming heb ik reeds herhaaldelijk op deze tribune de noodhoorn geblazen. Ik kan dat niet blijven doen. Het is toch duidelijk dat de keuze die men heeft gedaan erop neer komt dat men ons aan ons lot overlaat. Dat is zeer belangrijk, niet alleen voor de Brusselse Vlamingen, maar ook voor de toekomst van Brussel.

Ik heb nooit begrepen waarom de Franstaligen zich zo hardnekkig verzetten tegen een Vlaamse aanwezigheid in Brussel die toch in het belang is van de gehele bevolking van de Brusselse agglomeratie omwille van de banden met het Vlaamse land en omwille van de rol als hoofdstad. Waarom wil men Brussel absoluut volledig verfransen? Waarom weigert men een Vlaamse aanwezigheid in Brussel te aanvaarden en te erkennen als een gunstige factor voor de hele Brusselse gemeenschap?

Zoals de toestand nu is, en met de evolutie in de geesten die wij kennen, vrezen wij dat de politiek door de huidige regering gevoerd, niet alleen het lot van Brussel op het spel zet, maar ook de toekomst van deze Staat in grote mate determineert.

Van het ogenblik af dat de toestand in Brussel zo evolueert dat Brussel door de Vlaamse gemeenschap niet meer wordt erkend als hoofdstad en niet langer de rol van bindteken kan spelen tussen de beide gemeenschappen, is het lot van deze Staat bezegeld.

De heer Maes. — Dat is zeker.

De heer Jorissen. — Dat zal dan de hoogste tijd zijn.

De heer Van der Elst. — Dan wordt België onregeerbaar.

Afgezien van de motieven eigen aan het Vlaamse nationalisme als ideologie, waarover ik hier nu niet wil uitweiden, werd steeds de idee vooropgezet zoveel mogelijk over te laten aan de gemeenschappen en zo weinig mogelijk, alleen wat noodzakelijk is, aan het nationale beleid. Aldus zouden de wrijvingen en conflicten verminderen.

Thans wil men integendeel zoveel mogelijk nationaal houden en zo weinig mogelijk toevertrouwen aan de gemeenschappen, dit in een geest van onmiskenbaar wantrouwen ten aanzien van de gemeenschappen. Onze ervaring in verband met de cultuurautonomie en met de cultuurraden moet toch een waarschuwing zijn. In alle eerbijheid moeten wij bekennen dat onze verwachtingen inzake de cultuurautonomie niet werden verwezenlijkt en dat de werking van de cultuurraden, hoe goed bedoeld ook, tenslotte toch een ontgoocheling is geweest. Na de taalwetgeving, na de cultuurautonomie, zullen wij met de gemeenschapsraden de zoveelste ontgoocheling beleven, de zoveelste ontoereikende maatregel, met daarbij, van Vlaamse zijde, de ontnuchterende vaststelling dat het probleem Brussel onopgelost blijft en dat de financiële offers die van de Vlaamse gemeenschap worden geëist om dit mogelijk te maken, ondraaglijk dreigen te worden. Gelet op de financiële situatie waarin de Staat — en trouwens niet alleen de Staat — zich bevindt, zal men deze vrijgevigheid vrij vlug al te bar vinden. Naarmate de financiële toestand dramatischer

wordt, zal men ook van Vlaamse zijde berekeningen maken. Wanneer men vaststelt hoeveel aan de Waalse staalsector wordt toegestoken, zal men uiteindelijk evolueren naar opvattingen, die ik niet deel, maar die de richting van het separatisme zullen uitgaan.

Mijnheer de Minister, om mijn betoog te eindigen, wil ik erop wijzen dat ik de politiek van de regering inzake de hervorming van de Staat zeer gevaarlijk vind. Zij is niet alleen gevaarlijk vanuit Vlaams oogpunt bekeken, maar het is uitermate gevaarlijk de gemeenschappen te installeren en hen eigen organen te geven alvorens het probleem Brussel is opgelost. Het probleem Brussel zal ontegensprekelijk in de nabije toekomst aanleiding geven tot een conflictsituatie die zeer moeilijk zal kunnen worden opgelost. Tot nog toe, zolang de gemeenschappen en gewesten niet geïnstitutionaliseerd waren, diende dit probleem te worden opgelost in nationaal verband. Nu gaat het andere dimensies aannemen omdat niet langer mensen, vertegenwoordigers van de gemeenschappen in dit land, elkaar aan de onderhandelingsstafel zullen ontmoeten maar instellingen, de gemeenschapsraden, zich met het probleem zullen bemoeien. Dit gaat naar mijn mening de oplossing van het probleem ontegensprekelijk in grote mate bemoeilijken. Daarom ook ben ik zeer pessimistisch wat betreft de mogelijkheid om na deze operatie te komen tot een akkoord over het probleem Brussel dat door de beide gemeenschappen zal worden aanvaard. Wanneer het probleem Brussel niet wordt opgelost, betekent dit op termijn het einde van de Belgische Staat. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hoyaux.

M. Hoyaux. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, je m'exprime, ici, à titre personnel.

Voici près de dix ans, notre assemblée jetait les bases constitutionnelles de nouvelles structures en reconnaissant l'existence de trois communautés culturelles et de trois régions.

Après que le Premier ministre, M. Gaston Eyskens eut déclaré la Belgique unitaire dépassée, il nous appartient avec nos collègues de la Chambre des représentants d'en tirer les conséquences non seulement sur le plan constitutionnel mais encore sur le plan législatif.

Dès 1971, la communauté culturelle française et la communauté culturelle néerlandaise voyaient l'exercice des compétences, qui leur étaient reconnues par l'article 59bis de la Constitution, organisé par la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels. Deux ans plus tard, la loi du 10 juillet complèterait la tâche entreprise pour la communauté de langue allemande. La première des deux grandes réformes autour desquelles s'articulait la révision constitutionnelle était donc menée à bien. La communauté flamande de notre pays voyait donc satisfaites ses revendications légitimement émises depuis de nombreuses années.

Mais la régionalisation de l'Etat belge, deuxième axe fondamental de la révision de 1970 et expression d'une exigence essentielle des Wallons et des francophones de Bruxelles demeurerait inachevée. Certes, l'article 107quater de la Constitution consacrait l'existence de trois régions. Mais celles-ci restaient théoriques si une loi votée à la majorité spéciale n'en délimitait le territoire, organisait les organes et les compétences. La refonte des institutions de notre pays resterait déséquilibrée tant que la sanction législative de l'œuvre constituante ne serait pas réalisée.

Après de nombreuses tentatives qui toutes échouèrent, le gouvernement actuel nous propose maintenant un nouveau projet de loi destiné, du moins pour la région wallonne et la région flamande, à exécuter d'une manière complète et définitive la tâche entamée en 1970.

Les dispositions du projet qui nous est soumis aujourd'hui représentent, comme il est de règle en démocratie parlementaire et singulièrement en Belgique, un compromis entre des revendications et des exigences divergentes. Comme tel, il n'emporte jamais la satisfaction totale et l'adhésion sans réserves. Le gouvernement a manifesté, au travers des textes déposés, sa volonté de rendre enfin effective dans les limites imposées par le contexte politique, la régionalisation dont le principe a été établi il y a dix ans. Le pouvoir régional, tel qu'il est prévu, sera à la fois démocratique, autonome et efficace.

Démocratique, il l'est par l'élection directe de ses assemblées. Il s'agit bien là d'une de nos exigences premières depuis longtemps, qui fut entre autres à la base de notre refus d'adhésion à la loi du 1^{er} août 1974. Démocratique aussi par la responsabilité politique qui sera celle des exécutifs. Les règles de la démocratie parlementaire sont donc respectées et nous nous en réjouissons.

Autonome, le pouvoir régional l'est aussi par la force de loi reconnue au décret. L'équipollence des normes, remise en cause dans le passé notamment lors de la discussion du projet de loi 261, nous est cette fois garantie. Mais nous devons être vigilants et veiller à ce que

celle-ci soit complète et ne puisse être contournée notamment par le biais des systèmes de règlement des conflits de compétence. A cette occasion, il ne peut être question d'organiser l'intervention prépondérante d'un des pouvoirs dans le processus de règlement. Enfin, l'autonomie resterait vide de sens si des compétences propres n'étaient pas reconnues aux communautés et aux régions. A cet égard le projet de loi s'inscrit dans une certaine conception fédéraliste notamment au niveau des compétences économiques.

Etre efficace, le projet en donne les moyens juridiques et matériels aux nouveaux pouvoirs. Les moyens matériels sont garantis par l'existence d'administrations et de services propres. Aussi, le transfert des agents, organisé par l'arrêté royal du 12 février 1980, devrait-il être mené à bien le plus rapidement possible. L'existence d'une domanialité publique communautaire et régionale, d'un pouvoir d'expropriation et d'une capacité d'emprunt renforce également l'efficacité matérielle dans l'exercice d'une compétence propre. L'efficacité juridique résulte pour sa part, outre de l'équipollence des normes de la possibilité reconnue aux nouveaux pouvoirs de prendre toute mesure de droit.

Enfin, la stabilité politique nécessaire pour permettre l'élaboration et l'exécution d'une politique à long terme nous est assurée par la procédure de la motion de méfiance « constructive » instaurée par l'article 71 au projet de loi. Cette procédure sera d'autant plus bénéfique qu'elle s'applique au fonctionnement d'exécutifs qui, dans le cadre de structures nouvelles et face à des problèmes nouveaux, devront pouvoir compter sur une certaine continuité d'action dans le temps. Il s'agit en pratique du gouvernement de législature. A cet égard, la composition de l'exécutif régional wallon sur base de la règle proportionnelle entre dans la même optique. Elle ne peut toutefois devenir une règle « transitoire-définitive » et le principe de la composition majoritaire, énoncé par l'article 60, devra s'appliquer à l'échéance prévue.

Les structures mises en place par le projet de loi, la compétence qu'il organise, si elles consacrent la communautarisation et la régionalisation de l'Etat belge, laissent cependant hors de leur champ la région centrale du pays. Bruxelles voit donc le règlement de son statut différé. Ce retard, fruit de controverses souvent passionnées, ne peut conduire à une mise à l'écart du processus de régionalisation. Sur ce point, l'engagement du gouvernement d'entamer la discussion relative à la problématique bruxelloise à la rentrée d'automne devra être tenu, conformément à l'accord politique conclu en mai dernier.

Sans vouloir préjuger le statut qui sera celui de la région bruxelloise à l'issue de ces négociations, nous formulons des réserves quant aux limites territoriales. Les majorités exigées pour toute modification des limites après le vote du présent projet risquent, en effet, d'aboutir à un clichage définitif des limites des dix-neuf communes. En effet, pour modifier la limitation aux dix-neuf communes il faudra donc, à l'avenir, envisager l'accord de la majorité des parlementaires flamands.

En outre, il est malsain — moralement et politiquement — de faire abstraction d'une majorité francophone qui s'exprime, à chaque élection, dans la commune de Fouron et, en même temps, d'attribuer à des minorités flamandes très peu nombreuses une influence telle qu'elles imposent à Mouscron-Comines des règles de tutelle et un statut linguistique distinct de celui de l'ensemble de la Wallonie.

Au niveau des compétences de la région wallonne, nous regrettons qu'à quelques exceptions près, elles soient identiques à celles prévues dans le projet 261 de régionalisation temporaire. Nous restons donc nettement en deça de nos ambitions. Notre préoccupation se renforce quand nous évaluons les possibilités financières et budgétaires qui seront celles de la région wallonne.

Malgré ces éléments négatifs — et il serait sans fondement de croire à un apaisement communautaire réel avant qu'ils soient éliminés — nous considérons l'ensemble du projet, compte tenu du contexte politique, et nous lui apportons notre soutien.

Plus fondamentalement, nous constatons qu'à chaque négociation, les régions et la communauté les moins nombreuses sont contraintes à de nouvelles concessions.

Il ne faut pas s'en étonner : la loi du nombre ne dégage une majorité démocratique que dans une société suffisamment homogène. Tel n'est pas le cas dans un Etat où vivent deux communautés psychologiquement de plus en plus éloignées.

Nous voulons croire que le présent projet sera l'amorce d'une procédure permettant un nouveau dialogue entre les régions et les communautés. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Voorzitter, Ministers, collega's, mijn korte uiteenzetting zal drie punten bevatten.

In punt één zal ik het belang onderstrepen van het ontwerp dat ter sprake is. In punt 2, zal ik een samenvattend oordeel geven over het ontwerp, want ik heb de toespraak die ik had voorbereid terzijde gelegd omdat mij door de regeling van de werkzaamheden maar tien minuten spreektijd is toegekend. In punt 3 zal ik trachten uit te leggen waarom ik het ontwerp positief vind voor Wallonië en zal ik ook tot een besluit komen.

Wat punt één betreft, moet het mij van het hart dat eens te meer de wagen vóór de paarden wordt gespannen. Hoe kan men een definitieve hervorming van de Staat, een zo diepgaande en uitgebreide redactie als die welke voorligt, concipiëren tijdens de zitting van een grondwetgevende vergadering op een ogenblik dat de grondwetgevende vergaderingen nog maar met de vingertoppen getoetst hebben aan de mogelijkheden die hen door de verklaring tot herziening van de Grondwet ter beschikking werden gesteld. Ik dacht dat aan de grondwetgevende vergadering werd opgedragen eerst de grondwettelijke basis te leggen van een nieuw en modern België, door middel van de ruime verklaring waarover wij beschikken, verklaring die in heel de geschiedenis van België nog nooit zo ruim is geweest. Het is een moeilijke opdracht, maar wij hebben de middelen om een totaal nieuwe Grondwet te schrijven, waarna de wetten kunnen worden uitgevaardigd die nodig zijn om de instituties die wij in de Grondwet vastleggen, vorm te geven.

Dit neemt niet weg — wij moeten altijd, of het ons bevalt of niet, op de feiten oordelen — dat dit ontwerp, dat uit 94 artikelen bestaat, ongetwijfeld het belangrijkste wetsontwerp is dat ooit sedert het bestaan van de Belgische Staat aan het Parlement werd voorgelegd met betrekking tot de structuur van het land. Het is nog niet af, want de regering zal nog amendementen indienen, zoals de minister van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen donderdag 26 juni heeft aangekondigd. Voorts zal de regering ook nog amendementen moeten indienen o.m. op het artikel 7 om het ontwerp in overeenstemming te brengen met het regeerakkoord en met het investituurdebat, omdat ik aanneem dat alleen op die voorwaarde de meerderheid het ontwerp van de regering zal willen goedkeuren.

Hoe is het dan mogelijk, Dames en Heren van de regering — de invloed gaat van u uit — dat u het Parlement uitnodigt op zulke wijze zoals vandaag en de volgende dagen dient te geschieden, dit belangrijkste ontwerp uit de Belgische geschiedenis inzake de structuur van het land, er door te duwen! Dit is een bespotting! Dit toont alleen aan dat er waarheid zit in de uitspraak van degenen die zeggen dat de regering zo zwak is dat ze niet in staat is een behoorlijke bespreking van deze 94 artikelen te doorstaan. Dit brengt mij ertoe te zeggen dat dit debat een schijn debat is, wat ik uitermate betreurt. Ik ben daar niet beschikbaar voor. Omdat ik nu maar over tien minuten beschik, zal ik de spreektijd bij de artikelen benutten om daar te zeggen wat, naar mijn mening, niet mag worden nagelaten aan uw aandacht te onderwerpen.

Zo kom ik tot punt 2. Ik had een uiteenzetting voorbereid waarin ik een algemene analyse maakte van het ontwerp, waarin ik trachtte de grote lijnen van het ontwerp te belichten en waarin ik poogde een aantal positieve dingen te zeggen over dit ontwerp, maar tengevolge van de beperking van de spreektijd is het mij niet mogelijk dit nu te debiteren. Ik hoop dat ik bij de scharnierartikelen van het ontwerp nog gedeelten van mijn overwegingen ter zake mag uitwisselen.

Ik kan voor dit deel besluiten met de overweging — en mij hierbij in zekere mate aansluiten bij de zeer gefundeerde passages uit de uiteenzetting van de heer Van der Elst — dat in wat nu wordt voorgesteld als een definitieve regeling, geen enkel essentieel kenmerk van de elementen die bij elke staatkundige inrichting georiënteerd op enig federaal of confederaal model, op coherente wijze terug te vinden is. Dit is zeer erg in het licht van de hervorming van de Belgische Staat.

Ik wil hier een beeld gebruiken dat ik vroeger al heb gebruikt bij een andere aangelegenheid. De regering en degenen die dit ontwerp goed vinden en er het etiket federalisering durven op plakken, zijn mensen die denken dat zij met een racewagen formule 1 uitrijden, maar slechts een hooiwagen hebben voorzien van al de onderdelen van een racewagen formule 1, en niet opmerken dat zij in een cavalcade-optocht zitten.

Het is geen federalisering. Ik zal aantonen bij de bespreking van de artikelen dat hier een feodalisering van het land plaatsgrijpt. Ik raad de collega's aan, in zover zij het nog niet hebben gedaan, het jongste boek van Roger Geraudy « Appel aux vivants » te lezen. Het is een boek dat ik in de marge van deze bezigheden tracht te lezen, omdat ik daardoor wellicht beantwoord aan de oproep die in de titel van dit boek voorkomt. De diepe leidraad van dit boek is de verwondering en de ontgoocheling van de auteur die de politieke onmacht in het

Westen overschouwt, vaststellend dat wij altijd maar middelen hantieren en formuleren, bij ontstentenis van een voldoende overeenstemming over de doeleinden.

Welnu de oplossing die in het ontwerp aan het Belgisch probleem wordt gegeven, is een oplossing die ook de karakteristieken vertoont die de auteur Geraudy in zijn jongste boek te berde brengt. Het is naar mijn oordeel geen oplossing voor het Belgisch probleem, omdat wij er niet toe komen over de doeleinden een akkoord te bereiken. Daarom zijn al de artikelen en hun context, Mevrouw de verslaggever, Mijnheer de verslaggever — u zult dat beter dan wie ook in deze vergadering beseffen —, zo verschrikkelijk ingewikkeld. Ik daag iedereen uit een beschrijving te geven van wat, onder meer, over de executieven wordt bepaald in dit ontwerp. Ik zal mij evenwel niet laten afleiden.

Ik kom nu tot het derde punt van mijn uiteenzetting. Hier wil ik iets positiefs zeggen over dit ontwerp. Het gaat over de politieke verdienste van dit ontwerp, — trouwens het enige doel ervan — en ook het succes van één man, van degene die het gedurende vele jaren op standvastige wijze heeft nagestreefd, ik bedoel de voorzitter van de Parti socialiste, de heer André Cools. Hij is er altijd voor opgekomen dat aan Wallonië de instrumenten moesten worden gegeven om zijn lot in eigen handen te nemen. Ik heb getracht te begrijpen wat de verlangens van Wallonië waren met het oog op die hervorming. Ik heb daarvoor de publicaties van het Moc, van de Cerw, van de *Union wallonne des entreprises* geraadpleegd. Ik heb eveneens de auteurs die u kent, de professoren Delcourt, Quévit en Palestry, de heren Bastin en Yerna, de publicaties van de *Fondation André Renard* nagegaan om te begrijpen wat de wensen waren in de Waalse regio met betrekking tot de uitvoering van artikel 107^{quater}. Want daarover gaat het. Dit wetsontwerp is de uitvoering van artikel 107^{quater}, ten gunste van Wallonië. Ik feliciteer de politieke leiders van Wallonië, omdat zij erin geslaagd zijn hierin hun doel te incorporeren.

Naar mijn gevoelens lagen er voor Wallonië vier bijzondere overwegingen ten grondslag van een dergelijke politieke hervorming. Deze zijn: de politiek van de Belgische holdings ten aanzien van Wallonië, het uitblijven van buitenlandse investeringen in Wallonië, de oriëntatie van de overheidsinvesteringen in België in de richting van de havens en de door Wallonië niet geapprecieerde investeringspolitiek en tenslotte de demografische problemen.

Welke twee grote krachtlijnen meent Wallonië te zien optreden, wanneer deze hervorming ten gunste van het Waalse gewest zal zijn gerealiseerd?

Ik heb begrepen dat het in de eerste plaats zou zijn dat in Wallonië een progressieve en autonome politiek kan worden gevoerd en in de tweede plaats dat het centraal Waals beleid de politieke prikkel zal geven voor de heropbloei van Wallonië, nadat de achteruitgang zich in zodanige mate manifesteerde dat hij niet te stoppen bleek door de aanwending van de middelen die in de Belgische structuur beschikbaar waren.

Welnu, als dat het positief punt is dat degenen, die er in lengte van jaren hebben voor geijverd, menen daarmee te zullen bereiken, dan hebben zij het ontwerp niet gelezen. Het ontwerp biedt die middelen niet.

De bevoegdheden voor de Waalse regio die in artikel 6 zijn opgenomen — ik zal mij voorzichtig uitdrukken — zijn een slechte redactie van een koninklijk besluit van verdeling van de bevoegdheden, bij de vorming van een Belgische regering. Dat is een institutionele wet niet waardig. Overigens zijn er haast niet anders dan restricties. In de plaats van het respecteren van de hoop die in Wallonië leeft om de doeleinden te bereiken die het nodig acht, en die gemeen goed is voor degenen die de politieke hervorming nastreven, zal het een ontnuchtering worden die België niet overleefd. Het is niet goed de mensen wijs te maken dat met dergelijke instrumenten de moeilijkheden en de crisis waarin Wallonië en het ganse land beland zijn, zullen worden opgelost.

Tot besluit herhaal ik dat deze hervorming niet zal slagen. Ofwel wordt zij een lachertje, ofwel zal zij het land doen uiteenspatten.

M. De Rouck. — Appel aux vivants. Appel aux morts.

M. le Président. — Nous poursuivons cette discussion cet après-midi à 14 heures.

Wij zullen deze bespreking deze namiddag te 14 uur voortzetten.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 12 h 25 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 12 u. 25 m.)

2200